

*Questions orales*

## LA POLITIQUE DU MINISTÈRE

**M. Ian Deans (Hamilton Mountain):** Monsieur le Président, je ne parle pas de partisanerie; j'ai ma propre opinion là-dessus. Lorsqu'un programme se révèle nécessaire et qu'un nombre croissant de travailleurs sont mis à pied, est-il convenable d'offrir son aide à la seule condition que le gouvernement de la province souscrive après de rapides négociations à quelque autre programme sans le moindre rapport et absolument distinct?

**L'hon. Flora MacDonald (ministre de l'Emploi et de l'Immigration):** Monsieur le Président, l'approbation des étapes de planification du programme Développement des collectivités dans la péninsule acadienne a été annoncée en février dernier, soit bien avant que cette note ne soit écrite. Je peux dire au député que depuis lors la péninsule acadienne a reçu quelque 1.339 million de dollars dans le cadre de la stratégie de Planification de l'emploi et que 270 personnes participent à ce programme. Nous progressons dans la réalisation de ces programmes.

\* \* \*

[Français]

## LE COMMERCE EXTÉRIEUR

ON DEMANDE POURQUOI LE PREMIER MINISTRE NE DÉFEND PAS PLUS LES INTÉRÊTS DES TRAVAILLEURS QUÉBÉCOIS

**M. Jean-Claude Malépart (Montréal—Sainte-Marie):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Hier, le premier ministre, à Québec, a déclaré qu'à la suite de la baisse dramatique dans les sondages de son gouvernement, il essaierait de mieux vendre sa salade aux Québécois. Est-ce que le ministre peut nous expliquer comment il se fait que le premier ministre, dans la lettre qu'il a envoyée au Président américain, n'a pas mieux défendu les intérêts des travailleurs québécois dans l'industrie du bois mou et dans l'industrie du bois de sciage? Pourquoi a-t-il préféré vendre sa salade, vendre son image plutôt que de vendre les intérêts des travailleurs québécois?

**Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Monsieur le Président, je ne veux pas discuter de salade avec le député parce qu'il est beaucoup plus expert que moi en ce qui concerne toutes les questions qui touchent les salades.

En ce qui concerne le soi-disant contenu de sa question, c'est bien clair que grâce aux politiques de ce gouvernement, de notre premier ministre, il y a eu une création d'emplois au Québec et ailleurs sans pareille, une création d'emplois beaucoup plus efficace qu'avec le gouvernement appuyé plus ou moins par l'ancien député.

**M. Malépart:** Monsieur le Président, il pourrait dire en ce qui concerne le mot «salade» que c'est son premier ministre qui a utilisé cela hier, à Québec.

## LE DEGRÉ DE CONFIANCE DANS LE GOUVERNEMENT

**M. Jean-Claude Malépart (Montréal—Sainte-Marie):** Monsieur le Président, est-ce que le ministre peut nous expliquer, maintenant qu'on connaît les échecs que ce gouvernement et ce premier ministre ont eus depuis le début des négociations sur le libre-échange, comment les Canadiens peuvent

avoir confiance en ce premier ministre qui se dit un négociateur expert à la suite des échecs qu'il a eus depuis le début dans ce domaine-là?

**Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Monsieur le Président, si je peux parler des négociations, peut-être que je peux citer le champ où les difficultés ont été les plus aiguës ici au Canada en ce qui concerne les négociations, les relations entre le gouvernement fédéral et les provinces. Avec l'ancien gouvernement, c'était un échec total. Avec le gouvernement du premier ministre, le député de Manicouagan, nous avons eu succès après succès. Cette semaine même, nous avons eu un grand succès pour avoir un consensus de tous les premiers ministres provinciaux, de tous les partis canadiens, pour poursuivre les négociations.

[Traduction]

## LA LETTRE DU PREMIER MINISTRE AU PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS

**M. Nelson A. Riis (Kamloops—Shuswap):** Monsieur le Président, ma question s'adresse également au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Pourrait-il expliquer à la Chambre et aux Canadiens quel était le but de cette lettre «explorée» que le premier ministre a envoyée au président Reagan au début de la semaine?

**Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Monsieur le Président, en admettant que cette lettre soit déposée et publiée, le député pourrait...

**M. Riis:** Elle est publiée.

**M. Clark (Yellowhead):** Mille regrets, elle a été publiée. Les communications entre le chef du gouvernement du Canada et le président des États-Unis visent naturellement deux objectifs: D'une part, faire avancer certains dossiers et, d'autre part, entretenir des relations qui ont toujours beaucoup compté pour notre pays.

Certaines questions précises sont traitées devant d'autres tribunes. Ce fut le cas de celle concernant l'industrie des résineux qui inquiète tant le Canada. D'autres ne sauraient être abordées dans la correspondance entre le premier ministre et le président des États-Unis. Je pense notamment à la suggestion du collègue du député selon laquelle le premier ministre devrait porter ce dossier devant les tribunaux, non pas parce qu'il est un excellent juriste, ce qu'il est indiscutablement, mais parce qu'il est une personnalité politique. Le NPD voudrait en faire une cause politique qui serait préjudiciable au Canada...

**M. le Président:** A l'ordre, je vous prie. C'est une bien longue réponse. Une question supplémentaire?

## LA TENEUR DE LA LETTRE

**M. Nelson A. Riis (Kamloops—Shuswap):** Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Étant donné que le ministre vient de déclarer que le communiqué est une occasion pour le premier ministre du Canada d'aborder d'importantes questions avec le président des États-Unis, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures ne conviendrait-il pas que la plus importante question pour le Canada cette semaine est probablement celle des résineux et que, s'il a écrit cette semaine, il aurait dû au moins en parler?